

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

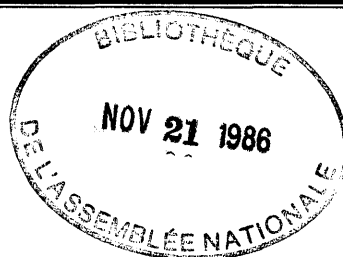
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 150

## Loi sur les forêts

---

**Présentation**



**Présenté par**  
**M. Albert Côté**  
**Ministre délégué aux Forêts**

---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi propose une réforme du régime juridique des forêts du domaine public de même qu'une refonte et une mise à jour de la législation portant sur la protection des forêts, la mise en valeur des forêts privées ainsi que sur l'utilisation et la transformation du bois.*

*Sur le domaine public, toute intervention en milieu forestier sera dorénavant assujettie à des normes d'intervention forestière prescrites par le gouvernement par voie réglementaire pour les diverses zones prévues au plan d'affectation des terres du domaine public approuvé par le gouvernement en vertu de la Loi sur les terres du domaine public. Ces normes portent notamment sur la superficie et la localisation des aires de coupe, la protection des rives des lacs et cours d'eau, la protection de la qualité de l'eau, l'application des traitements sylvicoles.*

*Le projet remplace les modes actuels d'attribution de bois à des fins commerciales sur les terres du domaine public par un régime nouveau de permis d'intervention accordés pour l'approvisionnement d'usines de transformation. Ces permis seront accordés principalement dans le cadre de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier.*

*Ce contrat conférera à son bénéficiaire le droit d'obtenir annuellement un permis d'intervention autorisant la récolte d'un volume de bois déterminé, à charge par le bénéficiaire de réaliser les travaux sylvicoles requis pour atteindre un rendement annuel fixé au contrat. Ce volume de bois sera établi en tenant compte des besoins d'approvisionnement du bénéficiaire et des autres sources d'approvisionnement disponibles; il ne pourra dépasser la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu de l'unité d'aménagement où s'exerce le contrat.*

*Le tarif des droits que le bénéficiaire d'un contrat devra payer annuellement correspond à la valeur marchande des bois qu'il est autorisé à récolter.*

*Le projet prévoit également la constitution et l'aménagement de réserves forestières, la création de forêts d'expérimentation, de centres éducatifs forestiers, de forêts d'enseignement et de recherche et de stations forestières.*

*En ce qui a trait aux forêts du domaine privé, le projet autorise le ministre à élaborer des plans et programmes pour favoriser leur mise en valeur. Notamment, il confirme le statut de producteur forestier et fixe les conditions d'admissibilité ainsi que les droits de ces producteurs.*

*En matière de protection des forêts contre les agents nuisibles, le projet précise les pouvoirs et obligations du ministre, des bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement ainsi que des propriétaires de forêts privées. Il permet la reconnaissance d'organismes de protection et d'extinction des incendies forestiers regroupant des bénéficiaires de contrats et des propriétaires de forêts privées. Il autorise le ministre à préparer et appliquer un plan d'intervention contre les maladies des arbres et des épidémies d'insectes nuisibles après avoir consulté les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement. Chaque bénéficiaire et propriétaire concerné doit contribuer aux coûts de cette application.*

*En ce qui concerne l'utilisation et la transformation du bois, le projet reprend l'essentiel des dispositions législatives actuelles en les adaptant au nouveau régime proposé.*

*Le projet prévoit par ailleurs que le gouvernement peut constituer un Conseil de la recherche forestière et un Conseil de la forêt.*

*Enfin, la Loi précise les modalités de remplacement des modes existant d'allocation du bois, en spécifiant les droits des bénéficiaires de titres révoqués ou résiliés ainsi qu'un mode d'attribution pendant la période transitoire.*

*La dernière partie de la Loi se compose de dispositions transitoires et diverses rendues nécessaires par l'entrée en vigueur de la Loi.*



# Projet de loi 150

## Loi sur les forêts

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### PARTIE I

#### GESTION DES FORÊTS DU DOMAINE PUBLIC

##### CHAPITRE I

###### APPLICATION

- 1.** La présente partie s'applique aux forêts du domaine public.

##### CHAPITRE II

#### INTERVENTIONS EN MILIEU FORESTIER

##### SECTION I

###### PERMIS D'INTERVENTION

**2.** Nul ne peut réaliser une activité d'aménagement forestier s'il n'est titulaire d'un permis d'intervention délivré à cette fin par le ministre.

**3.** L'aménagement forestier comprend l'abattage et la récolte de bois, l'implantation et l'entretien d'infrastructures, l'exécution de traitements sylvicoles y compris le reboisement et l'usage du feu, la répression des épidémies d'insectes, des maladies cryptogamiques et

de la végétation concurrente de même que toute autre activité ayant un effet sur la productivité d'une aire forestière.

**4.** Un permis d'intervention est accordé pour une période d'au plus douze mois.

**5.** Un permis d'intervention n'est délivré que si tous les droits exigibles sont au préalable acquittés.

**6.** Les droits qu'une personne doit payer pour être titulaire d'un permis d'intervention sont prescrits par le ministre dans chaque cas selon les règles de calcul que le gouvernement fixe par voie réglementaire.

**7.** Le bois qu'un permis d'intervention autorise à récolter demeure en pleine propriété dans le domaine public tant qu'il n'a pas été abattu et mesuré.

**8.** Le bois récolté en forêt, quelle que soit sa destination, est grevé d'un droit réel immobilier en faveur du domaine public pour garantir le paiement des droits exigibles en vertu de la présente loi.

Le bois demeure ainsi grevé où qu'il se trouve et quelle que soit sa forme tant que les droits prescrits n'ont pas été acquittés.

## SECTION II

### CATÉGORIES DE PERMIS D'INTERVENTION

**9.** Un permis d'intervention peut être délivré :

- 1° pour la récolte de bois de chauffage à des fins domestiques;
- 2° pour la culture et l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles;
- 3° pour des travaux d'utilité publique;
- 4° pour des activités minières;
- 5° pour un aménagement faunique ou récréatif;
- 6° pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois.

### § 1.—*Bois de chauffage*

**10.** Le ministre accorde un permis d'intervention pour la récolte de bois de chauffage à des fins domestiques à toute personne physique qui le demande par écrit.

La demande doit être accompagnée d'une déclaration attestant que la récolte est destinée exclusivement à son usage personnel.

Le ministre n'accorde le permis que dans la mesure où la possibilité forestière le permet.

Le permis autorise son titulaire à récolter dans l'unité territoriale visée, un volume d'au plus 10 m<sup>3</sup> de bois d'essences déterminées par le ministre et à n'utiliser le bois récolté que pour le chauffage de sa résidence.

### § 2.—*Érablières*

**11.** Le ministre peut accorder un permis de culture et d'exploitation d'érablière à toute personne physique qui a au moins deux ans d'expérience dans la production acéricole ou qui a suivi un cours d'acériculture approuvé par le ministre de l'Éducation en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9).

**12.** La personne qui désire obtenir un permis doit en faire la demande par écrit au ministre et lui fournir :

- 1° une déclaration attestant de son admissibilité;
- 2° une description de l'érablière faisant l'objet de la demande;
- 3° la description et la localisation des chemins et bâtiments existant ou qu'elle entend construire;
- 4° les renseignements relatifs à la culture et à l'exploitation de l'érablière déterminés par le gouvernement par voie réglementaire.

**13.** Le permis autorise son titulaire à cultiver et à exploiter l'érablière qui y est décrite et à faire les travaux nécessaires à cette fin, conformément aux normes que prescrit le gouvernement par voie réglementaire, pour l'entaillage des érables et pour les autres travaux requis par cette culture et cette exploitation.

Le permis indique, le cas échéant, la destination du bois récolté dans l'érablière à l'occasion de l'application de traitements sylvicoles destinés à favoriser la production de sève.

Il indique également les autres conditions particulières que le ministre détermine.

**14.** Le territoire sur lequel porte le permis est d'au moins 10 hectares et d'au plus 25 hectares.

**15.** Le titulaire d'un permis qui exploite une érablière à des fins de production commerciale de sève et qui a obtenu un prêt en vertu de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1) a droit au renouvellement de son permis annuellement, jusqu'à concurrence du terme du prêt, tant qu'il se conforme aux conditions de son permis d'intervention et qu'il acquitte les droits prescrits.

**16.** Lorsqu'un permis est renouvelé pour la deuxième fois, le ministre peut, selon la demande du titulaire, augmenter la superficie du territoire sur lequel il porte jusqu'à concurrence d'une superficie totale de 50 hectares, si le titulaire remplit les conditions suivantes:

1° il exploite l'érablière sur 90 % ou plus de sa superficie depuis au moins deux ans;

2° il a complété, au plus tard dans l'année du premier renouvellement de son permis, les travaux prévus au paragraphe 3° de l'article 12.

### § 3.—*Utilité publique*

**17.** Le ministre accorde à un organisme public ou à une société qui exploite une entreprise d'utilité publique et qui en fait la demande par écrit un permis d'intervention.

**18.** Le permis autorise son titulaire à réaliser les activités d'aménagement forestier requises par les travaux à l'intérieur d'un périmètre délimité par le ministre. Le permis prévoit en outre la destination du bois récolté.

### § 4.—*Activités minières*

**19.** Le ministre accorde un permis d'intervention au titulaire d'un droit minier qui lui en fait la demande par écrit aux fins d'exercer les droits que lui confère la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13).

**20.** Le permis autorise son titulaire à réaliser les activités d'aménagement forestier requises pour l'exercice de ses droits.



Il indique, le cas échéant, la destination du bois récolté qui ne sert pas à la construction de bâtiments à des fins minières.

### § 5.—*Aménagement faunique ou récréatif*

**21.** Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, délivrer un permis d'intervention à une personne qui est par ailleurs autorisée en vertu de la loi à réaliser un aménagement faunique ou récréatif.

**22.** Le permis autorise son titulaire à exécuter les travaux d'aménagement forestier nécessaires à la réalisation de l'aménagement projeté et indique la destination du bois récolté.

### § 6.—*Approvisionnement d'une usine de transformation du bois*

**23.** Le ministre n'accorde de permis d'intervention pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois qu'au bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier ou qu'au titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation du bois à des fins de production énergétique ou métallurgique qui y ont droit en vertu du chapitre III.

## SECTION III

### NORMES D'INTERVENTION FORESTIÈRE

**24.** Le titulaire d'un permis d'intervention doit, dans l'exercice des activités d'aménagement forestier, se conformer aux normes d'intervention forestière prescrites par le gouvernement par voie réglementaire.

Ces normes ont pour objet d'assurer :

- 1° le maintien ou la reconstitution du couvert forestier;
- 2° la protection de l'ensemble des ressources du milieu forestier;

3° la compatibilité des activités qui s'exercent sur les diverses unités territoriales, compte tenu des vocations identifiées dans le plan d'affectation approuvé par le gouvernement conformément à la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 102*)).

**25.** Le titulaire d'un permis d'intervention qui récolte du bois doit en faire le mesurage selon la méthode de mesurage déterminée par le gouvernement par voie réglementaire.

**26.** Nul ne peut passer avec une machine servant à une activité d'aménagement forestier dans la lisière boisée de 20 mètres établie par voie réglementaire par le gouvernement pour la protection des rives des lacs et des cours d'eau, sauf s'il est autorisé à le faire en vertu de la présente loi pour la construction d'un chemin ou la mise en place d'infrastructures.

**27.** Nul ne peut passer avec une machine servant à une activité d'aménagement forestier dans un lac ou un cours d'eau ni à l'occasion d'une telle activité y déverser de la terre, des déchets de coupe, de l'huile, des produits chimiques ou autres contaminants.

**28.** Le ministre publie et tient à jour un manuel sur l'aménagement forestier qui décrit notamment la méthode et les hypothèses de calcul qu'il utilise ou entend utiliser pour déterminer, à l'égard d'un territoire donné, la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu ainsi que les effets escomptés des différents traitements sylvicoles sur cette possibilité.

Le manuel décrit également les méthodes qu'il entend appliquer pour mesurer les effets réels des traitements et les comparer avec les prévisions inscrites dans les différents plans d'aménagement.

De plus, le manuel décrit les modes de vérification par échantillonnage des traitements sylvicoles réalisés en vue d'atteindre les rendements prévus aux contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

## SECTION IV

### CHEMINS EN MILIEU FORESTIER

**29.** Nul ne peut construire sur les terres du domaine public un chemin sans se conformer aux normes d'intervention forestière prescrites en vertu de l'article 166.

**30.** Nul ne peut construire sur les terres du domaine public un chemin autre qu'un chemin forestier sans avoir obtenu au préalable du ministre une autorisation portant sur la largeur de son emprise et la destination des bois récoltés à l'occasion de sa construction.

Un chemin forestier est un chemin construit sur une terre du domaine public en vue de réaliser des interventions forestières en vertu de la présente loi.

**31.** Nul ne peut exécuter des travaux de construction ou d'amélioration d'un chemin forestier s'il n'est titulaire d'un permis

d'intervention délivré par le ministre en vertu du chapitre III de la présente partie.

**32.** Toute personne peut circuler sur un chemin forestier en se conformant aux normes de circulation prescrites par le gouvernement par voie réglementaire.

Toutefois, le ministre peut interdire l'accès à un chemin forestier dans le cas d'incendie réel ou appréhendé ou, lors de la période de dégel, si la sécurité du public ou la conservation des lieux le requiert.

**33.** Nul ne peut circuler sur un pont d'un chemin forestier avec un véhicule dont le poids total en charge excède le poids maximum déterminé par le ministre et affiché sur les lieux.

**34.** Aucun recours en dommages-intérêts ne peut être exercé par un usager en raison de dommages résultant d'un défaut de construction, d'amélioration ou d'entretien d'un chemin forestier.

## CHAPITRE III

### AMÉNAGEMENT FORESTIER POUR L'APPROVISIONNEMENT D'USINES DE TRANSFORMATION DU BOIS

#### SECTION I

##### CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT ET D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

#### § 1.—*Octroi du contrat*

**35.** Le ministre peut consentir à une personne admissible un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier si la possibilité forestière le permet et s'il estime que l'intérêt public le justifie.

**36.** Seule une personne autorisée en vertu de la partie IV à construire ou à exploiter une usine de transformation du bois est admissible à adhérer à un contrat.

**37.** Le ministre constitue et tient à jour un registre public où il enregistre, par dépôt, les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

**38.** Le contrat est incessible. Toutefois, le bénéficiaire peut le donner en garantie de l'exécution d'obligations qu'il doit assumer relativement aux dépenses requises pour sa mise en oeuvre.

**39.** Le bénéficiaire doit faire enregistrer tout acte affectant le contrat dans le registre visé à l'article 37.

**40.** Lorsque le bénéficiaire est une personne morale ou une société, ses dirigeants doivent informer le ministre de toute opération ayant pour effet d'en modifier le contrôle.

## *§ 2.—Objet du contrat*

**41.** Le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier confère à son bénéficiaire le droit d'obtenir annuellement sur un territoire forestier qui y est délimité, un permis d'intervention pour la récolte d'un volume de bois ronds d'une ou de plusieurs essences en vue d'assurer le fonctionnement de son usine de transformation du bois, à charge par le bénéficiaire d'exécuter les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi ou du contrat et de réaliser, dans l'aire forestière sur laquelle s'exécute le contrat, des traitements sylvicoles permettant d'atteindre le rendement annuel prévu au contrat.

**42.** Le volume annuel de bois ronds provenant des forêts du domaine public attribué par le contrat est un volume résiduel que détermine le ministre en tenant compte notamment :

1° des besoins de l'usine de transformation;

2° des autres sources d'approvisionnement disponibles, telles les bois ronds des forêts privées, les copeaux, les sciures, les planures et les bois d'importation.

**43.** Dans tous les cas, le volume attribué ne peut dépasser la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu de l'aire forestière sur laquelle il est attribué.

**44.** La possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu correspond au volume maximum des récoltes annuelles de bois que l'on peut prélever à perpétuité dans une aire forestière donnée sans diminuer la capacité productive du milieu forestier.

**45.** Le rendement annuel correspond à la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu exprimée sur la base de ce qui peut être récolté en moyenne par hectare dans une aire forestière donnée en tenant compte de la distribution des peuplements par classes d'âges sur cette aire forestière, des techniques sylvicoles qui peuvent s'y appliquer et des caractéristiques biophysiques de cette aire.

Dans le cas où l'aire forestière comprend des essences de qualité en feuillus ou en résineux, le rendement annuel est établi en tenant compte de techniques sylvicoles permettant non seulement de maintenir un rendement en volume mais également d'accroître la qualité des bois produits.

### § 3.—*Unité d'aménagement*

**46.** L'unité d'aménagement est le territoire sur lequel porte l'attribution de bois prévue au contrat.

L'unité est constituée par le ministre, autant que possible, d'une aire forestière d'un seul tenant.

Sa localisation est déterminée par le ministre en tenant compte :

- 1° de la nature et de la qualité des bois que le bénéficiaire utilise ;
- 2° de la distance entre l'aire forestière et l'usine de transformation et des moyens de transport utilisables.

**47.** La superficie de l'unité d'aménagement est obtenue en divisant le volume attribué par le rendement annuel prévu au contrat.

**48.** Une unité d'aménagement peut faire l'objet en tout ou en partie de plusieurs contrats comportant une attribution de bois d'essences ou de groupes d'essences différentes à des bénéficiaires différents.

**49.** Lorsque le ministre estime que l'utilisation optimale des bois le requiert, il peut également attribuer dans une même unité, à plusieurs bénéficiaires, des volumes de bois de même essence destinés à des utilisations différentes.

**50.** Lorsque plusieurs bénéficiaires exécutent un contrat dans une même unité d'aménagement, la contribution de chacun aux coûts de construction et d'entretien des chemins et autres travaux d'usage commun est fixée par voie d'entente entre eux ou, à défaut d'entente, par le ministre.

**51.** L'unité d'aménagement ne peut être modifiée pendant la durée du contrat si ce n'est lors d'une échéance de cinq ans conformément à l'article 73 ou selon les articles 75 ou 77.

Si pour une raison d'intérêt public, une aire affectée à la production de bois est soustraite de l'unité d'aménagement en vertu d'une autre

loi et que la possibilité forestière le permet, le ministre substitue une aire équivalente à celle qui est soustraite de l'unité d'aménagement.

Si l'aire soustraite a déjà fait l'objet d'un aménagement forestier dans le cadre d'un plan approuvé par le ministre en vertu de la sous-section 4, le gouvernement accorde au bénéficiaire une indemnité équitable.

#### § 4.—*Droits et obligations des bénéficiaires*

##### I- PLANS

**52.** Le bénéficiaire doit préparer et soumettre au ministre pour approbation un plan général d'aménagement forestier de l'unité d'aménagement pour la durée du contrat.

Ce plan général doit prévoir les différentes activités d'aménagement forestier qu'entend réaliser le bénéficiaire pour obtenir le rendement annuel fixé au contrat.

Il doit également prévoir l'application de méthodes de prévention et de répression pour minimiser l'impact, sur le rendement annuel prévu, des problèmes entomologiques et pathologiques susceptibles d'affecter l'unité d'aménagement.

**53.** Le bénéficiaire doit également préparer et soumettre au ministre pour approbation un plan quinquennal d'aménagement forestier.

Le plan quinquennal décrit pour chacune des cinq années les activités d'aménagement forestier que le bénéficiaire entend réaliser, les secteurs de coupe et la séquence selon laquelle ils seront aménagés, les méthodes de coupe et les traitements sylvicoles qu'il entend utiliser pour atteindre le rendement annuel fixé au contrat.

**54.** Le bénéficiaire doit fournir son plan général et son plan quinquennal au ministre dans la forme et aux époques que détermine le gouvernement par voie réglementaire.

À défaut par le bénéficiaire de soumettre un plan quinquennal, dans la forme et à l'époque prévues, le ministre le fait confectionner aux frais du bénéficiaire.

**55.** Le bénéficiaire doit, dans la forme et à l'époque déterminées par le gouvernement par voie réglementaire, mettre à jour son plan

général pour tenir compte du plan quinquennal approuvé ou confectionné par le ministre.

**56.** Lorsque plusieurs contrats portent sur une même unité d'aménagement, les bénéficiaires doivent s'entendre sur les modalités de réalisation des activités d'aménagement forestier dans les aires communes, notamment sur des modalités d'intégration des coupes. Cette entente doit être reproduite dans le plan quinquennal de chaque bénéficiaire qui l'a conclue.

À défaut d'entente, le ministre fait confectionner pour l'aire commune un plan quinquennal prévoyant l'intégration des activités d'aménagement forestier et l'insère au plan quinquennal de chacun des bénéficiaires. Chacun d'eux doit alors assumer les frais de sa confection et de la réalisation des activités d'aménagement qui y sont prévues, selon la proportion que détermine le ministre.

**57.** Le bénéficiaire doit préparer et soumettre à l'approbation du ministre un plan annuel d'intervention qui décrit toutes les activités d'aménagement forestier que le bénéficiaire entend réaliser au cours de l'année pour la mise en oeuvre du plan quinquennal.

**58.** Le plan annuel d'intervention doit être soumis dans la forme et à l'époque que détermine le gouvernement par voie réglementaire.

**59.** Les plans d'aménagement approuvés par le ministre font partie du contrat.

## II- ACTIVITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

**60.** Le contrat comporte l'engagement par le bénéficiaire de réaliser chaque année et à ses frais, dans l'unité d'aménagement, les traitements sylvicoles nécessaires pour atteindre le rendement annuel qui y est fixé, conformément au plan annuel d'intervention et aux normes d'intervention forestière prescrites en vertu de l'article 166.

**61.** Si le bénéficiaire ne réalise pas au cours d'une année les traitements sylvicoles prévus au plan annuel, il doit les réaliser au cours de l'année suivante en plus de ceux qui sont requis pour cette année.

À défaut par le bénéficiaire de réaliser ces traitements, le ministre les réalise aux frais de ce dernier.

**62.** Le bénéficiaire peut réaliser à ses frais des traitements sylvicoles supplémentaires en vue de dépasser le rendement annuel

fixé au contrat pourvu que ces traitements soient décrits dans le plan quinquennal approuvé par le ministre.

**63.** Le contrat comporte l'engagement pour le ministre de mettre à la disposition du bénéficiaire les données d'inventaire forestier et les données d'inventaire pathologique, entomologique et écologique disponibles.

**64.** Si l'unité d'aménagement comprend des aires forestières qui le 1<sup>er</sup> avril 1987 n'ont pas été régénérées ou ont été mal régénérées en résineux et en feuillus, le ministre exécute sur ces aires des travaux sylvicoles pour qu'elles contribuent à l'atteinte du rendement annuel prévu au contrat pour l'unité d'aménagement.

**65.** Le contrat confère au bénéficiaire, titulaire d'un permis d'intervention délivré en vertu de l'article 81, l'exclusivité de la récolte du volume de bois qui lui est attribué dans l'unité d'aménagement, sauf dans le cas où les activités d'aménagement sont intégrées en vertu de l'article 56 ou dans le cas d'application de l'article 67.

**66.** Dans le cas où les activités d'aménagement sont intégrées, la récolte est faite selon les modalités prévues par les dispositions de l'entente conclue entre les bénéficiaires ou, à défaut, selon les modalités déterminées par le ministre conformément à l'article 56.

**67.** Le ministre peut en tout temps autoriser le titulaire d'un permis d'usine de transformation du bois à récolter à la place du bénéficiaire dans une unité d'aménagement le volume de bois requis pour produire les copeaux, les sciures et les planures que le bénéficiaire fait défaut de lui fournir, malgré une convention expresse à cet effet.

L'autorisation du ministre ne peut être accordée que dans la mesure où le titulaire du permis d'exploitation d'usine ne peut trouver de bois à partir d'une source d'approvisionnement comparable à celle qui lui fait défaut.

**68.** Le titulaire du permis d'exploitation d'usine qui obtient une autorisation en vertu de l'article 67 est assujéti aux mêmes obligations que le bénéficiaire pour l'aménagement des aires forestières où il exerce son droit à un approvisionnement.

**69.** À la fin de chaque année le bénéficiaire d'un contrat doit préparer et soumettre au ministre dans la forme, à l'époque et selon la teneur que détermine le gouvernement par voie réglementaire, un rapport sur les activités d'aménagement réalisées durant l'année.



§ 5.—*Durée et révision*

**70.** La durée du contrat est de 25 ans. Il prend effet à la date de son enregistrement par le ministre.

**71.** À tous les cinq ans à compter de la date où il prend effet, la durée du contrat est prolongée de cinq ans si le bénéficiaire s'est conformé, au cours des cinq années précédentes, aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

**72.** Lorsqu'à l'expiration d'une période de 5 ans, le ministre constate que les traitements sylvicoles réalisés par le bénéficiaire permettent de dépasser le niveau de rendement annuel fixé au contrat, le ministre attribue au bénéficiaire un volume additionnel correspondant à l'accroissement de la possibilité.

Ce volume additionnel de bois n'est pas pris en considération dans le calcul des droits prescrits en vertu de la présente loi. Il ne peut être réduit par l'effet de l'application de l'article 73.

**73.** À l'expiration de chaque période de 5 ans, le ministre peut réviser le volume attribué, l'étendue de l'unité d'aménagement ou le rendement annuel fixé au contrat de manière à tenir compte :

1° des changements dans les besoins de l'usine de transformation du bois;

2° des changements dans la disponibilité de bois en provenance des forêts du domaine privé ou de bois sous forme de copeaux;

3° du volume annuel moyen de bois ronds en provenance des forêts du domaine public que l'usine a utilisé au cours des cinq dernières années.

**74.** Le bénéficiaire peut recourir à la procédure d'arbitrage prévue au Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), s'il estime qu'une révision du volume attribué n'a pas été faite selon les critères prévus à l'article 73.

Si la demande lui paraît fondée, l'arbitre peut accorder au bénéficiaire une indemnité pour le préjudice subi ou ajuster le volume attribué dans le contrat.

**75.** En cas de désastres naturels, tels les incendies de forêt, les chablis, les épidémies d'insectes ou les maladies cryptogamiques causant une destruction importante de massifs forestiers dans une unité

d'aménagement, le ministre prépare et applique pour une période qu'il détermine un plan spécial d'aménagement en vue d'assurer la récupération des bois.

Tout bénéficiaire d'un contrat qui réalise des activités d'aménagement forestier dans cette unité d'aménagement doit se conformer au plan spécial. À défaut, le volume de bois attribué au contrat est réduit d'un volume équivalent à celui qu'il lui incombe de récupérer en vertu du plan spécial.

Le ministre peut accorder une aide financière à un bénéficiaire pour la mise en oeuvre d'un plan spécial.

**76.** Si l'application du plan spécial ne permet pas de maintenir la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu de l'unité d'aménagement, le ministre peut modifier le contrat afin d'assurer la stabilité des approvisionnements de l'usine à laquelle les bois sont destinés.

**77.** Le ministre peut, dès qu'il prend connaissance d'une modification dans le contrôle de la personne morale ou de la société bénéficiaire du contrat, réviser le volume attribué, l'étendue de l'unité d'aménagement et sa localisation pour tenir compte des effets de cette modification sur les besoins du bénéficiaire.

#### § 6.—*Résiliation du contrat*

**78.** Si le bénéficiaire fait défaut de se conformer à ses obligations contractuelles ou aux normes d'intervention forestière applicables dans son unité d'aménagement ou d'acquitter les droits exigibles, le ministre peut le mettre en demeure d'y remédier dans le délai qu'il fixe.

Si le bénéficiaire refuse ou néglige de remédier au défaut dans le délai imparti, le ministre peut résilier le contrat.

**79.** Si le bénéficiaire bien que dûment mis en demeure depuis plus de deux mois, refuse ou néglige de rembourser au ministre les frais que ce dernier a dû assumer en vertu des articles 54, 56 ou 61, le ministre résilie le contrat.

**80.** Le contrat est résilié de plein droit:

1° lorsque l'usine de transformation du bois cesse ses opérations;

2° lorsque le bénéficiaire est l'objet d'une ordonnance de faillite ou s'il fait cession de ses biens ou une proposition de concordat en vertu de la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970, chapitre B-3).

## SECTION II

### PERMIS D'INTERVENTION POUR L'APPROVISIONNEMENT D'UNE USINE DE TRANSFORMATION DU BOIS

#### § 1.—*Bénéficiaire d'un contrat*

**81.** Le ministre délivre un permis d'intervention au bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier sur approbation de son plan annuel d'intervention.

**82.** Le permis d'intervention autorise le bénéficiaire à récolter pendant l'année le bois requis pour approvisionner l'usine mentionnée au contrat jusqu'à concurrence du volume annuel qui y est fixé et à réaliser les autres activités d'aménagement forestier prévues au plan annuel d'intervention.

Il indique notamment les parterres de coupe, les volumes autorisés et leurs destinations, les infrastructures à construire ou à améliorer et les traitements sylvicoles à réaliser.

Le droit conféré au bénéficiaire d'un contrat par le premier alinéa est un droit réel immobilier.

**83.** Le montant des droits exigibles d'un titulaire de permis est égal à la valeur marchande du bois sur pied qui lui est attribué dans l'unité d'aménagement par essence ou groupe d'essences.

Cette valeur est fixée par le ministre annuellement selon les règles de calcul que détermine le gouvernement par voie réglementaire.

**84.** Le bénéficiaire doit payer, pour la délivrance du permis d'intervention, 75% des droits exigibles, selon les échéances que le gouvernement détermine par voie réglementaire.

**85.** Si le bénéficiaire a récolté la totalité du volume attribué, il doit, à l'expiration de son permis, payer le montant résiduel des droits exigibles.

S'il n'a pas récolté la totalité du volume attribué, il doit payer un montant égal à la proportion du montant résiduel qui correspond au rapport entre le volume récolté et le volume attribué.

**86.** Si pour une année donnée, le bénéficiaire d'un contrat n'obtient pas du ministre un permis d'intervention, ce dernier peut, afin d'éviter une sous-utilisation des bois disponibles, délivrer, aux mêmes conditions que celles applicables au bénéficiaire, le permis à un autre titulaire de permis d'exploitation d'usine de transformation du bois.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas où le permis d'intervention n'est pas requis en raison de l'application de l'article 56.

*§ 2.— Titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation du bois à des fins de production énergétique ou métallurgique*

**87.** Le titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation l'autorisant à transformer du bois à des fins de production énergétique ou métallurgique peut sur demande écrite obtenir du ministre un permis d'intervention.

**88.** Le permis est accordé par le ministre si la possibilité forestière le permet et dans la mesure où la récupération de feuillus de trituration favorise l'aménagement des peuplements mélangés et feuillus dans une aire forestière.

**89.** Le permis autorise son titulaire à récolter un volume de feuillus de trituration pour l'approvisionnement de son usine de transformation de bois, selon les modalités prévues au permis.

## CHAPITRE IV

### AMÉNAGEMENT DES RÉSERVES FORESTIÈRES

#### SECTION I

##### AMÉNAGEMENT PAR LE MINISTRE

**90.** Les aires forestières sur lesquelles ne s'exerce aucun contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier sont constituées en réserves forestières.

Dans les réserves forestières, le ministre peut réaliser des activités d'aménagement forestier en respectant la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu.

Les normes d'intervention forestière prescrites en vertu de l'article 163 s'appliquent aux personnes qui exercent ces activités.

**91.** Le ministre vend par voie d'enchères publiques le bois récolté dans les réserves forestières, sous réserve de l'article 95.

**92.** Pour favoriser l'implantation ou l'expansion d'une usine de transformation du bois, le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure une convention d'approvisionnement de suppléance avec une personne autorisée à construire ou à exploiter une usine de transformation, qui n'est pas bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement.

**93.** Le ministre peut conclure une convention avec un titulaire de permis qui lui a soumis un plan d'approvisionnement à long terme qu'il juge adéquat et qui identifie les fournisseurs de bois avec lesquels il est lié par contrat.

Le ministre peut, aux conditions et pour la durée déterminées par le gouvernement, s'engager envers ce titulaire de permis, à suppléer à un manque d'approvisionnement dû au défaut d'un fournisseur.

**94.** Le ministre peut exercer l'obligation de suppléance prévue dans une convention à même les bois produits dans les réserves forestières si le fournisseur en défaut n'est pas bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier. Si le fournisseur est bénéficiaire d'un tel contrat le ministre autorise la récolte nécessaire conformément à l'article 67.

Dans tous les cas, le ministre n'est tenu d'exercer cette obligation que dans la mesure où il ne peut indiquer au bénéficiaire de la convention une autre source disponible d'approvisionnement comparable à celle qui lui fait défaut.

**95.** Lorsqu'en vertu d'une convention un titulaire de permis a droit d'obtenir un approvisionnement de suppléance à même les bois produits dans les réserves forestières, le ministre lui vend, de préférence à tout autre acquéreur, le volume de bois qui fait défaut, au prix du marché.

## SECTION II

### CONVENTIONS DE GESTION

**96.** Le ministre peut conclure avec toute personne une convention par laquelle il lui confie la gestion d'aires forestières situées dans une municipalité pour corriger le morcellement des forêts privées et favoriser l'établissement ou la consolidation d'entreprises sylvicoles.

**97.** Les aires forestières visées à l'article 96 doivent être aménagées suivant un plan d'aménagement forestier approuvé par le ministre.

**98.** La convention prévoit notamment la forme, la teneur et les conditions d'approbation du plan d'aménagement forestier, la forme et la teneur des rapports d'activités à fournir de même que la destination et les conditions de mise en marché du bois récolté.

**99.** Le bénéficiaire de la convention est assujetti à l'application des normes prescrites en vertu de l'article 166.

**100.** Les droits exigibles du bénéficiaire de convention sont déterminés par le gouvernement par voie réglementaire.

## CHAPITRE V

### AMÉNAGEMENT FORESTIER À DES FINS D'EXPÉRIMENTATION, D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

#### SECTION I

##### FORÊTS D'EXPÉRIMENTATION

**101.** Pour favoriser le progrès des sciences forestières, le ministre peut constituer des forêts d'expérimentation d'une superficie d'au plus 500 hectares.

**102.** Sur le territoire d'une forêt d'expérimentation, les seules activités d'aménagement forestier permises sont des activités reliées à la recherche et à l'expérimentation.

Le ministre peut autoriser une personne à exercer de telles activités sur ce territoire aux conditions qu'il détermine.

**103.** Avant de constituer une forêt d'expérimentation sur une aire forestière faisant partie d'une unité d'aménagement, le ministre doit obtenir l'accord du bénéficiaire du contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

#### SECTION II

##### CENTRES ÉDUCATIFS FORESTIERS

**104.** Pour favoriser l'éducation du public à la conservation du milieu forestier, le ministre peut, à même les réserves forestières, constituer des centres éducatifs forestiers.

**105.** Le ministre assure l'aménagement forestier du territoire d'un centre éducatif forestier et réalise des programmes éducatifs de manière à permettre la découverte et l'appréciation par le public du milieu forestier et de son utilisation rationnelle et polyvalente.

**106.** La chasse et le piégeage sont interdits sur le territoire d'un centre éducatif forestier.

### SECTION III

#### FORÊTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

**107.** Pour favoriser l'enseignement pratique et la recherche appliquée en foresterie, le ministre peut constituer, à même les réserves forestières, des forêts d'enseignement et de recherche.

**108.** Le ministre peut, aux conditions déterminées par le gouvernement, confier la gestion d'une forêt d'enseignement et de recherche à un organisme sans but lucratif voué à l'enseignement ou à la recherche.

**109.** Dans une forêt d'enseignement et de recherche, toutes les activités d'aménagement forestier sont réalisées à des fins d'enseignement et de recherche aux conditions prévues à la convention de gestion.

**110.** Si la réalisation des activités d'aménagement forestier comporte la récolte de bois susceptible d'être utilisé par une usine de transformation du bois, la destination de ce bois doit être approuvée par le ministre.

Aucun droit n'est exigible sur le bois ainsi récolté.

### SECTION IV

#### STATIONS FORESTIÈRES

**111.** Le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, constituer sur les réserves forestières, des stations forestières en vue de regrouper sur un même territoire l'exercice de plusieurs des fonctions visées aux sections I, II et III du présent chapitre.

**112.** Les stations forestières sont aménagées par le ministre.

**113.** La chasse et le piégeage sont interdits dans une station forestière.

## PARTIE II

## MISE EN VALEUR DES FORÊTS PRIVÉES

## CHAPITRE I

## PLANS ET PROGRAMMES

**114.** Le ministre peut élaborer des plans et des programmes pour procéder à l'inventaire et à la mise en valeur des forêts privées ou en favoriser l'élaboration. Il peut accorder à cette fin, aux conditions qu'il détermine, une aide financière à un producteur forestier reconnu en vertu du chapitre II ou à un organisme regroupant des producteurs forestiers.

**115.** Le ministre favorise le reboisement des forêts privées par la récolte de semences forestières, le maintien et le développement de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, la plantation d'arbres, le prêt de machinerie et par toute autre mesure de même nature.

## CHAPITRE II

## PRODUCTEUR FORESTIER

**116.** Une personne engagée dans l'aménagement et la mise en valeur d'une superficie boisée peut être reconnue comme producteur forestier et obtenir un certificat à cet effet.

**117.** Pour être reconnu comme producteur forestier, une personne doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° posséder une superficie boisée d'au moins 10 hectares d'un seul tenant, ou si celle-ci est un terrain public, en être locataire, et dont les revenus principaux de la superficie sont tirés de la production de matière ligneuse, de sucre d'érable ou d'arbres de Noël;

2° enregistrer une superficie boisée et toute modification affectant la contenance ou opérant un changement dans cette superficie au moyen de la formule fournie par le ministre.

Elle doit de plus détenir pour l'ensemble de la superficie boisée d'une unité d'évaluation pour laquelle elle réclame un remboursement de taxes foncières :



1° un plan simple de gestion confectionné et signé par un ingénieur forestier, qui comporte l'identification du producteur forestier, la localisation de la superficie boisée, la description de la forêt et qui établit les objectifs du producteur forestier ainsi que les travaux forestiers prioritaires de mise en valeur;

2° s'il s'agit d'une entreprise industrielle, un plan général d'aménagement forestier et un plan quinquennal d'aménagement forestier confectionnés et signés par un ingénieur forestier et approuvés par le ministre.

**118.** Le producteur forestier reconnu en vertu de l'article 116 peut réclamer le remboursement de taxes foncières prévu à l'article 220.3 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) à l'égard des unités d'évaluation définies par le gouvernement par voie réglementaire, que le ministre inscrit au certificat.

**119.** Pour obtenir un certificat de producteur forestier aux fins de remboursement de taxes foncières en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, cette personne doit:

1° satisfaire aux conditions énumérées à l'article 117;

2° faire la demande annuelle au moyen de la formule fournie par le ministre;

3° présenter avec sa demande un rapport faisant état des travaux de mise en valeur et de récoltes de produits forestiers réalisés au cours des 12 derniers mois et représentant des dépenses au moins égales au montant des taxes foncières à rembourser.

**120.** Un organisme qui assume la gestion d'une forêt d'enseignement et de recherche sur les réserves forestières du domaine public en vertu de l'article 108 peut être reconnu par le ministre comme producteur forestier pour l'application des dispositions de la présente partie et le ministre peut lui délivrer un certificat à cette fin.

## PARTIE III

### PROTECTION DES FORÊTS

#### CHAPITRE I

##### INCENDIES

**121.** Le ministre peut reconnaître comme organisme de protection de la forêt, pour un territoire qu'il délimite, un organisme regroupant

des bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et des propriétaires de forêts privées.

Cet organisme est chargé de la protection des forêts contre les incendies et de l'extinction des incendies en forêt.

**122.** Pour être reconnu par le ministre, l'organisme doit lui transmettre pour approbation ses règlements portant sur les cotisations des membres et le financement de ses activités, de même qu'un plan d'organisation pour la prévention et l'extinction des incendies.

Le plan fait état notamment des effectifs, des équipements et des moyens que l'organisme entend utiliser pour la prévention et l'extinction des incendies. Il doit être maintenu à jour jusqu'à ce qu'un nouveau plan soit requis par le ministre.

Si l'organisme fait défaut de se conformer au présent article, le ministre établit un mode de protection qu'il juge convenable aux frais de cet organisme ou aux frais de chacun de ses membres.

**123.** Tout bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier doit adhérer à l'organisme de protection de la forêt reconnu par le ministre pour le territoire dont fait partie son unité d'aménagement.

Il en est de même de tout propriétaire d'une forêt privée d'au moins 800 hectares d'un seul tenant.

Le ministre devient membre d'office de tout organisme de protection qu'il reconnaît.

**124.** Dans le territoire approuvé par le ministre, l'organisme de protection doit assumer les dépenses de prévention et d'extinction des incendies forestiers.

Les dépenses reliées aux opérations d'extinction engagées par l'organisme de protection lui sont remboursées par le ministre en tout ou en partie suivant le taux que détermine le gouvernement par voie réglementaire sur production des pièces justificatives.

**125.** Chaque fois qu'un feu prend naissance dans une forêt dont le propriétaire n'est pas membre de l'organisme de protection ayant juridiction sur ce territoire, tout représentant de cet organisme est autorisé à pénétrer dans cette forêt et à prendre toutes mesures nécessaires pour éteindre l'incendie.

L'organisme de protection peut réclamer du propriétaire les dépenses qu'il a engagées pour lutter contre cet incendie.

**126.** Le représentant d'un organisme de protection peut réquisitionner tout appareil nécessaire pour combattre un incendie forestier, quelqu'en soit le propriétaire.

L'organisme doit accorder au propriétaire de tout appareil réquisitionné une compensation déterminée par le ministre sur la base du prix courant de location applicable au type d'appareil en cause.

**127.** Le ministre fixe les indemnités payables aux personnes qu'un organisme doit recruter pour combattre un incendie.

**128.** Le ministre peut autoriser toute personne désignée à cette fin par un organisme de protection à agir comme garde-feu.

**129.** Quand il est d'avis que les conditions climatiques l'exigent, le ministre peut prohiber ou restreindre l'accès et la circulation en forêt et prescrire toute autre mesure propre à diminuer les risques d'incendie.

**130.** Du 1<sup>er</sup> avril au 15 novembre, nul ne peut faire un feu en forêt ou à proximité de celle-ci à moins de détenir un permis délivré à cette fin par un garde-feu.

Le garde-feu détermine lors de la délivrance d'un permis les précautions à prendre selon les circonstances propres à chaque demande.

Il délivre le permis aux conditions que le gouvernement fixe par voie réglementaire.

**131.** Malgré l'article 130, toute personne peut, sans permis, faire un feu de camp en forêt ou à proximité de celle-ci ou un feu pour nettoyer un terrain résidentiel ou de villégiature. Toutefois, cette personne doit :

1° nettoyer au préalable l'endroit où elle doit allumer le feu, en enlevant de la surface, dans un rayon suffisant pour empêcher le feu de se propager, toute terre végétale et tout bois mort, ainsi que toutes branches, broussailles et feuilles sèches;

2° éteindre complètement le feu avant de quitter l'endroit.

**132.** Toute personne qui fait un feu en forêt ou à proximité de celle-ci doit rester sur les lieux jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint.

**133.** Du 1<sup>er</sup> avril au 15 novembre, il est interdit de fumer en forêt ou à proximité de celle-ci dans l'exécution d'un travail ou au cours d'un déplacement, à moins que ce ne soit dans un bâtiment ou un véhicule fermé.

**134.** Quiconque opère un lieu d'élimination de déchets industriels et domestiques en forêt ou à proximité de celle-ci doit nettoyer l'endroit et se conformer à toute autre condition déterminée par le gouvernement par voie réglementaire.

En outre, le garde-feu peut ordonner au propriétaire ou à l'opérateur d'un tel lieu d'élimination d'éteindre immédiatement un feu qu'il juge dangereux pour la forêt.

À défaut par le propriétaire ou l'exploitant de se conformer à l'ordre donné par le garde-feu, l'organisme de protection chargé de la protection du territoire où se trouve le lieu d'élimination peut prendre les mesures nécessaires pour éteindre le feu aux frais de ce dernier.

**135.** Le propriétaire ou l'exploitant d'un lieu d'élimination de déchets en forêt ou à proximité de celle-ci doit installer le long du chemin d'accès à ce lieu des affiches rappelant au public l'interdiction de mettre le feu aux déchets et l'incitant à la prudence.

**136.** Toute personne qui possède ou utilise en forêt ou à proximité de celle-ci une machine, un bâtiment ou toute autre installation doit se conformer aux normes de sécurité prescrites par voie réglementaire par le gouvernement pour la prévention des incendies forestiers.

**137.** Tout opérateur de chemin de fer doit, lorsqu'il exerce ses fonctions en forêt, se conformer aux règles sur la prévention et la répression des incendies forestiers qui sont applicables à l'opération d'un chemin de fer en forêt.

Les règles applicables sont celles que prescrit de temps à autre en ces matières la Commission canadienne des transports, sauf dans la mesure où le gouvernement les prescrit par voie réglementaire.

**138.** Toute personne qui exécute ou fait exécuter des travaux en forêt, sauf s'il s'agit d'activités d'aménagement forestier exercées dans le cadre d'un plan approuvé par le ministre en vertu de la présente loi, doit aviser l'organisme de protection opérant sur le territoire concerné de son intention et obtenir de cet organisme un plan de protection.

Ce plan doit être soumis à l'approbation du ministre dans la forme et selon la teneur que détermine le gouvernement par voie réglementaire.

Le plan approuvé par le ministre est obligatoire et les coûts engendrés par les activités de surveillance qui y sont prévues sont assumés par la personne qui exécute les travaux en forêt.

**139.** Le titulaire d'un permis d'intervention qui utilise le feu comme traitement sylvicole doit alors se conformer aux directives que peut donner à cette fin l'organisme de protection avec l'approbation du ministre.

**140.** Les dépenses d'extinction d'un incendie déclaré à l'occasion de l'exercice de fonctions visées à l'article 137 ou de l'exécution de travaux visés à l'article 138 sont entièrement à la charge de la personne qui les exécute, à moins qu'elle ne prouve que l'incendie n'est pas dû à sa faute ou à celle de ses employés.

## CHAPITRE II

### MALADIES ET ÉPIDÉMIES

#### SECTION I

##### PLANS D'INTERVENTION

**141.** Lorsqu'une épidémie d'insectes ou une maladie cryptogamique affecte ou est sur le point d'affecter une forêt du domaine public, le ministre prépare un plan d'intervention pour le territoire en cause à partir des données prévues aux plans généraux d'aménagement forestier applicables aux unités d'aménagement de ce territoire en vertu de la partie I.

Le ministre, après avoir consulté les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier intéressés, applique le plan sur le territoire affecté. Chacun des bénéficiaires doit contribuer aux coûts de cette mise en application selon la proportion déterminée par entente entre eux ou, à défaut, par le ministre.

**142.** Lorsqu'il estime qu'une épidémie d'insectes ou une maladie cryptogamique affectant une forêt du domaine privé menace de s'étendre à une forêt avoisinante du domaine public et que cette épidémie est susceptible de causer des pertes économiques d'importance, le ministre prépare un plan d'intervention sur le territoire en cause et veille à son application.

Le ministre peut réclamer de tout propriétaire de forêt du domaine privé où il intervient pour appliquer le plan, un remboursement des coûts de cette intervention.

## SECTION II

## CONTRÔLE PHYTOSANITAIRE

**143.** La production, la vente et le transport de plants d'arbres à des fins autres qu'ornementales sont assujettis à un contrôle phytosanitaire par échantillonnage.

**144.** Pour l'application du contrôle phytosanitaire, le ministre désigne des personnes pour agir comme inspecteurs.

**145.** Si l'inspecteur est d'avis qu'un lot de plants d'arbres qu'il examine ne risque pas de causer une épidémie, il délivre un certificat l'attestant.

S'il est d'avis que les plants sont affectés d'une maladie ou d'un insecte susceptible de causer une épidémie, l'inspecteur peut en interdire la vente et son utilisation. Il peut également en ordonner la destruction.

**146.** Nul ne peut transporter sur un site d'utilisation un plant d'arbres destiné à être utilisé à des fins autres qu'ornementales s'il n'est titulaire du certificat attestant du contrôle phytosanitaire.

**147.** Nul ne peut garder en sa possession, offrir en vente ou utiliser un plant d'arbres affecté d'une maladie ou d'un insecte susceptible de causer une épidémie.

Dès qu'une personne sait qu'elle a en sa possession un tel plant, elle doit en informer sans délai un inspecteur.

**148.** L'inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu où se trouve des plants destinés à des fins autres qu'ornementales ou ordonner l'immobilisation de tout véhicule qui en transporte pour les inspecter ou en faire l'analyse.

Lorsque l'inspecteur constate que les plants sont affectés d'une maladie ou d'un insecte susceptible de causer une épidémie, il peut les saisir ou ordonner l'application d'un traitement ou ordonner leur destruction.

**149.** Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber une attestation de ses fonctions signée par le ministre.

**150.** Tout producteur de plants d'arbres à des fins autres qu'ornementales doit fournir annuellement au ministre dans la forme et à l'époque déterminées par le gouvernement par voie réglementaire

l'inventaire détaillé de ses plants d'arbres. Il doit également fournir les dates prévisibles d'extraction et d'expédition de ces plants.

**151.** Il est interdit d'entraver un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions.

Le propriétaire ou le responsable d'un immeuble ou d'un véhicule qui fait l'objet d'une inspection, ainsi que toute personne qui s'y trouve, sont tenus de prêter assistance à l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions.

**152.** L'inspecteur ne peut être poursuivi en justice pour les actes qu'il accomplit de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

**153.** Lorsqu'un traitement s'avère nécessaire pour empêcher une épidémie, les dépenses engagées pour son application sont à la charge du producteur de ces plants.

## PARTIE IV

### UTILISATION ET TRANSFORMATION DU BOIS

**154.** Tous les bois récoltés sur le domaine public, quel que soit la nature ou l'objet du permis d'intervention autorisant la récolte, doivent être entièrement ouvrés au Québec.

**155.** Le bois est entièrement ouvré lorsqu'il a subi tous les traitements et procédés de fabrication et passé par toutes les phases de transformation nécessaires pour le rendre propre à l'usage auquel il est finalement destiné.

**156.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'expédition hors du Québec de bois non entièrement ouvré provenant du domaine public du Québec s'il paraît contraire à l'intérêt public d'en disposer autrement.

**157.** Nul ne peut construire une usine de transformation du bois faisant partie d'une catégorie prévue par le gouvernement par voie réglementaire, ni augmenter la capacité de consommation de bois d'une telle usine, ni changer sa catégorie ou sa localisation sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre.

Une usine de transformation du bois est un ensemble d'installations servant à la transformation du bois brut ou partiellement ouvré.

**158.** Le ministre accorde l'autorisation de construire s'il juge que les sources d'approvisionnement en matière ligneuse sont suffisantes et que la possibilité est respectée.

**159.** Nul ne peut exploiter une usine de transformation du bois sans être titulaire d'un permis délivré à cette fin par le ministre.

**160.** Le permis d'exploitation d'usine de transformation du bois est délivré sur paiement des droits et aux conditions que le gouvernement fixe par voie réglementaire.

Il indique la catégorie d'usine et la consommation annuelle autorisée pour les diverses essences. Il doit être affiché dans un endroit bien en vue de l'établissement.

Il est valable pour une période d'un an. Il peut être renouvelé aux conditions et sur paiement des droits prescrits par le gouvernement par voie réglementaire.

**161.** Le titulaire d'un permis doit informer le ministre de toute opération ayant pour effet d'effectuer un changement dans le contrôle de l'usine de transformation ou, le cas échéant, de la personne morale qui l'exploite.

**162.** Le titulaire d'un permis qui utilise le bois non ouvré comme matière première et toute personne qui fait le commerce de bois peuvent être requis de déclarer sous serment au ministre la provenance du bois dont ils sont en possession et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que les droits relatifs à ce bois ont été acquittés.

Le refus de donner ces renseignements autorise le ministre à faire saisir ce bois et à en disposer conformément à la loi.

**163.** Le titulaire d'un permis d'exploitation d'une usine de transformation du bois doit tenir un registre dans la forme déterminée par le gouvernement par voie réglementaire. Ce registre indique la quantité de bois consommé selon les provenances et les quantités de produits manufacturés.

Il doit transmettre au ministre au plus tard le 30 avril de chaque année une copie certifiée de la partie du registre qui couvre la période s'étendant du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars précédents.

**164.** Le ministre peut requérir d'un titulaire de permis tout renseignement qu'il estime utile à l'application de la présente loi.



L'exploitant est tenu de fournir les renseignements demandés avec la copie du registre qu'il doit transmettre conformément à l'article 163.

**165.** Le ministre peut révoquer l'autorisation visée à l'article 157 ou le permis d'exploitation d'usine de transformation du bois lorsque le titulaire ne se conforme pas à la présente partie, bien qu'il ait été mis en demeure par le ministre de s'y conformer depuis plus de 30 jours.

## PARTIE V

### DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

**166.** Le gouvernement peut, par voie réglementaire, prescrire, à l'égard des forêts du domaine public, des normes d'intervention portant sur:

- 1° la superficie et la localisation des aires de coupe;
- 2° la protection des rives des lacs et des cours d'eau;
- 3° la protection de la qualité de l'eau;
- 4° l'implantation et l'utilisation des aires d'empilement, d'ébranchage et de tronçonnage;
- 5° le tracé et la construction des chemins;
- 6° l'emplacement des camps forestiers;
- 7° le choix des techniques sylvicoles en fonction des sites ou des ressources à protéger;
- 8° l'application de traitements sylvicoles.

Ces normes peuvent varier selon les différentes zones du plan d'affectation approuvé par le gouvernement conformément à l'article 18 de la Loi sur les terres du domaine public.

**167.** Le gouvernement peut, par voie réglementaire:

- 1° déterminer les règles de calcul des droits exigibles du titulaire d'un permis d'intervention;
- 2° déterminer les méthodes de mesurage des bois récoltés dans les forêts du domaine public;

3° prescrire les renseignements que doit fournir au ministre la personne qui demande un permis de culture et d'exploitation d'érablière et les normes que le titulaire de ce permis doit respecter lorsqu'il effectue l'entaillage des érables et les autres travaux requis par cette culture et cette exploitation;

4° prescrire des normes de circulation des véhicules tant en forêt que sur les chemins forestiers et, le cas échéant, rendre applicables les dispositions du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) qu'il détermine et prescrire des normes sur la pesanteur et les dimensions des véhicules qui y circulent ainsi que l'arrimage de leur chargement et sur la signalisation routière;

5° déterminer la forme du plan général d'aménagement forestier, du plan quinquennal, du plan annuel d'intervention, de la mise à jour du plan général et la forme et la teneur des rapports d'activités que le bénéficiaire doit soumettre au ministre ainsi que l'époque où ils doivent être soumis;

6° déterminer la base et les règles de calcul que le ministre utilise pour fixer la valeur marchande du bois sur pied, conformément à l'article 83;

7° déterminer les échéances du paiement des droits exigibles du bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier, conformément à l'article 84;

8° fixer les droits exigibles en vertu de l'article 100;

9° définir les unités d'évaluation pour lesquelles un producteur forestier peut réclamer le remboursement de taxes foncières prévu à l'article 220.3 de la Loi sur la fiscalité municipale;

10° déterminer le taux de remboursement des dépenses reliées aux opérations d'extinction visées à l'article 124;

11° déterminer les conditions que doit remplir une personne qui sollicite un permis en vertu de l'article 130 et celles auxquelles doit se conformer celui qui opère un lieu d'élimination des déchets industriels ou domestiques en vertu de l'article 134;

12° prescrire des normes de sécurité pour la prévention et l'extinction des incendies forestiers que doivent respecter les personnes visées aux articles 136 et 137;

13° déterminer la forme et la teneur du plan de protection contre les incendies que doit obtenir d'un organisme de protection une personne visée à l'article 138;

14° déterminer la forme de l'inventaire de plants d'arbres qu'un producteur doit fournir au ministre en vertu de l'article 150 et l'époque où il doit le faire;

15° établir des catégories d'usines de transformation du bois;

16° fixer les conditions que doit remplir la personne qui sollicite la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'exploitation d'usine de transformation du bois, les droits qu'elle doit payer pour la délivrance ou le renouvellement du permis ainsi que la forme du registre qu'elle doit tenir en vertu de l'article 163;

17° déterminer la méthode de calcul de la valeur résiduelle des travaux visés à l'article 196;

18° déterminer, parmi les dispositions d'un règlement adopté en vertu du présent article, celles dont la violation est punissable aux termes de l'article 177.

## PARTIE VI

### SANCTIONS

#### CHAPITRE I

##### INFRACTIONS

**168.** Quiconque, sans permis ou en dehors de l'aire forestière sur laquelle porte son permis, coupe, déplace, enlève ou récolte du bois sur les terres du domaine public est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 5 \$ à 50 \$ pour chaque arbre ainsi coupé, déplacé ou enlevé et pour toute récidive dans les deux ans d'une condamnation à la même infraction, d'une amende de 10 \$ à 100 \$ pour chaque arbre ainsi coupé, déplacé ou enlevé.

**169.** Quiconque contrevient à l'article 26 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 1 000 \$.

**170.** Quiconque contrevient à l'article 27 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 5 000 \$.

Le juge peut ordonner au contrevenant de procéder à ses frais à l'enlèvement des déchets déversés, dans le délai qu'il fixe.

**171.** Quiconque contrevient aux articles 106 ou 113 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$.

**172.** Quiconque contrevient à une disposition des articles 129 à 134 ou à une norme de sécurité prescrite en vertu du paragraphe 12° de l'article 167 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$.

**173.** Quiconque transporte des plants d'arbres sans avoir au préalable obtenu le certificat prévu à l'article 145 ou contrevient à l'article 146 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 500 \$.

**174.** Quiconque contrevient à l'article 147 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$.

**175.** Quiconque contrevient à l'article 154 ou à une disposition d'un décret pris en vertu de l'article 156 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 2 000 \$ à 5 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 6 000 \$ à 15 000 \$ dans le cas d'une personne morale et, pour toute récidive dans les deux ans d'une condamnation à la même infraction, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 30 000 \$ à 150 000 \$ dans le cas d'une personne morale.

**176.** Quiconque contrevient aux articles 157, 159, 161 ou 164 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 500 \$ à compter du trentième jour suivant l'expédition au contrevenant par un représentant autorisé du ministre, d'un avis l'enjoignant de se conformer aux dispositions applicables.

**177.** Commet une infraction quiconque contrevient à une disposition réglementaire déterminée en vertu du paragraphe 18° de l'article 167 et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$.

**178.** Quiconque contrevient à une norme d'intervention forestière édictée en vertu des paragraphes 1°, 3° ou 4° à 6° de l'article 166 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$.

Le premier alinéa s'applique à compter du sixième jour suivant celui de l'expédition au contrevenant par un représentant autorisé du ministre d'un premier avis lui enjoignant de se conformer aux normes applicables.

**179.** Quiconque contrevient à une norme d'intervention forestière édictée en vertu des paragraphes 2° ou 7° à 9° de l'article 166 ou contrevient à l'article 187 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 5 \$ à 100 \$ pour chaque arbre qu'il a coupé ou omis de couper en contravention de la norme applicable.

**180.** Lorsqu'une infraction visée aux articles 171, 175, 177 ou 178 a duré plus d'un jour, on compte autant d'infractions qu'il y a de jours ou de parties de jour pendant lesquels elle a duré.

Une personne qui sciemment accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction, ou qui conseille à une personne de la commettre ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction.

**181.** Toute personne qui, par son acte ou son omission, en aide une autre à commettre une infraction est coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même, si elle savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

Toute personne qui, par des encouragements, des conseils ou des ordres, en amène une autre à commettre une infraction est coupable de cette infraction ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence des encouragements, des conseils ou des ordres, si elle savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient comme conséquence probable la commission de l'infraction.

**182.** Toute poursuite est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

## CHAPITRE II

### SAISIES

**183.** Tout employé du ministère désigné par le ministre peut saisir et mettre sous bonne garde:

1° les bois coupés, déplacés ou enlevés sans permis sur les terres du domaine public;

2° les bois qui sont en voie d'être expédiés hors du Québec en contravention de l'article 154 ou d'un décret pris en vertu de l'article 156;

3° les bois à l'égard desquels les droits exigibles n'ont pas été acquittés.

Dans les cas visés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa, il peut de plus saisir tout véhicule, bateau ou instrument ayant servi à commettre cette infraction.

**184.** L'employé dresse un procès-verbal indiquant la date et l'endroit où la saisie a été effectuée, la quantité de bois saisi, la liste des véhicules, bateaux ou instruments de même que le nom et l'adresse de la personne désignée comme gardien.

Lorsque le gardien désigné n'est pas la personne en possession des bois saisis, le ministre peut accorder une indemnité pour couvrir les frais de garde.

**185.** Lorsqu'il constate que du bois visé par l'article 183 se trouve mêlé à d'autre bois, l'employé peut saisir tout le bois avec lequel ce bois se trouve mêlé comme si la totalité du bois était visée par l'article 183.

**186.** À défaut de recevoir une opposition conformément au Code de procédure civile dans les quinze jours de la saisie, le ministre peut procéder à la vente du bois et des autres biens saisis.

## PARTIE VII

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**187.** Nul ne peut exercer une activité d'aménagement forestier dans une zone de 60 mètres de largeur de chaque côté d'une rivière identifiée comme rivière à saumon par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, sans obtenir au préalable une autorisation spéciale du ministre à cette fin.

Dans le cas de terrains immergés, par suite de construction de barrages, cette zone commence à la limite du terrain où les arbres ont péri en conséquence de l'immersion.

**188.** Dans le but de promouvoir la conservation des forêts, la première semaine complète du mois de mai de chaque année est instituée la « Semaine de l'arbre et des forêts ».

**189.** Afin d'assurer la planification, l'orientation, la coordination et le suivi de la recherche et du développement scientifique et technique relativement à la forêt, le gouvernement peut constituer le « Conseil de la recherche forestière du Québec ».

Afin de conseiller le ministre sur toute question relative à la gestion des forêts, le gouvernement peut constituer le « conseil de la forêt ».

**190.** À compter de 1990 et à tous les cinq ans par la suite, le ministre présente à l'Assemblée nationale un rapport sur l'état des forêts au Québec.

## PARTIE VIII

### REMPLACEMENT DES MODES D'ALLOCATION DU BOIS DANS LES FORÊTS DU DOMAINE PUBLIC

## CHAPITRE I

### RÉVOCATION ET RÉSILIATION DES CONCESSIONS, GARANTIES, CONVENTIONS D'APPROVISIONNEMENT ET PERMIS DE COUPE ANTÉRIEURS AU 1<sup>er</sup> AVRIL 1987

**191.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1987, toutes les concessions forestières afferchées sur le domaine public sont révoquées.

Il en est de même de toute garantie d'approvisionnement de bois accordée sous forme de droits de coupe sur pied à un concessionnaire dont la concession a été révoquée en application de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9).

**192.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1987, toute convention d'approvisionnement conclue en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts est résiliée.

**193.** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1987, est sans effet tout autre acte autorisant la coupe de bois dans une aire forestière du domaine public ou comportant l'obligation pour le gouvernement ou l'un de ses ministres de garantir ou d'attribuer, au bénéfice d'une personne, un approvisionnement de bois en provenance du domaine public.

Tout arrêté en conseil ou décret pris en vertu des articles 93 ou 106 de la Loi sur les terres et forêts cesse d'avoir effet à compter de cette date.

**194.** Tout privilège, hypothèque ou droit réel grevant un droit de coupe de bois dans une concession forestière ou grevant une garantie d'approvisionnement accordée en vertu de l'article 140 de la Loi sur les terres et forêts ou grevant une convention d'approvisionnement conclue en vertu de l'article 106 de la même loi sont éteints de plein droit à compter du 1<sup>er</sup> avril 1987.

## CHAPITRE II

## DROITS DES BÉNÉFICIAIRES DES TITRES RÉVOQUÉS OU RÉSILIÉS

**195.** Une personne dont la concession forestière a été révoquée en vertu de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts et à qui le ministre n'a pas accordé de compensation le (*indiquer ici la date de la présentation du projet de loi sur les forêts*), a droit de recevoir une indemnité du ministre. Il ne peut toutefois lui être accordé de garantie d'approvisionnement sous forme de droits de coupe sur pied même si elle avait une usine servant à la transformation du bois à la date de la révocation.

**196.** L'indemnité versée à la personne visée par l'article 195 est égale à la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage et des autres améliorations effectuées par cette personne dans la concession révoquée avant le (*indiquer ici la date de la présentation du projet de loi sur les forêts*). La valeur résiduelle est calculée selon la méthode déterminée par le gouvernement par voie réglementaire.

Dans le cas où un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier est attribué à cette personne pour la totalité ou une partie du même territoire que celui de la concession forestière révoquée, la compensation visée au premier alinéa doit être diminuée de la partie non amortie du coût en capital des travaux et améliorations qui continueront d'être utilisés pour les fins du contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

**197.** Toute personne qui est titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation du bois le 31 mars 1987 et dont la concession forestière a été révoquée, la garantie d'approvisionnement annulée ou la convention d'approvisionnement résiliée par l'effet des articles 191 à 193, a droit d'obtenir du ministre un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier en se conformant aux dispositions prévues au chapitre III de la partie I.

Il en est de même de toute personne qui le 31 mars 1987 exploite une usine de transformation du bois et dont la concession forestière a été révoquée en vertu de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts et qui n'a pas obtenu de garantie d'approvisionnement.

**198.** Une personne non visée par l'article 195 ou l'article 197 qui le 31 mars 1987 est titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation où elle a transformé au cours de l'année se terminant à cette date et des quatre années précédentes, de façon continue, des bcs provenant des forêts du domaine public autres que des bois de



récupération, a droit d'obtenir du ministre un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

**199.** Pour déterminer le volume annuel de bois attribué par le contrat d'une personne visée aux articles 197 ou 198, le ministre tient compte, en plus des critères prévus à l'article 42, du volume moyen de bois ronds en provenance des forêts du domaine public que l'usine à laquelle le bois est destiné a utilisé annuellement, au cours des cinq dernières années ou, depuis le début de ses opérations, si l'usine opère depuis moins de cinq ans.

**200.** Pour déterminer la localisation de l'unité d'aménagement où s'exécute le contrat d'une personne visée à l'article 197, le ministre tient compte, en plus des critères prévus à l'article 46, de la localisation historique des territoires d'approvisionnement du bénéficiaire et des infrastructures déjà mises en place par ce dernier.

**201.** Si par l'effet de l'application des articles 197, 199 ou 200, des travaux d'inventaire, d'aménagement ou d'arpentage ou d'autres travaux de nature permanente réalisés par une personne visée à l'article 197 sur le territoire qui faisait l'objet de sa concession, de sa garantie ou de sa convention bénéficient à une autre personne, cette dernière doit verser à celui qui a défrayé le coût de ces travaux une indemnité égale à leur valeur résiduelle.

**202.** Si, au moment de la résiliation d'une convention d'approvisionnement, le bénéficiaire est lié par une entente d'approvisionnement avec une coopérative forestière à laquelle s'applique le présent article, le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier que le ministre accorde à ce bénéficiaire comporte, pour la coopérative, les mêmes droits à l'égard du bénéficiaire que ceux prévus à l'entente d'approvisionnement intervenue avec ce dernier.

Le présent article s'applique à une coopérative forestière qui le 31 mars 1987 :

1° n'est pas titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation;

2° est bénéficiaire d'une convention d'approvisionnement autorisée par décret du gouvernement ou est un organisme désigné en vertu d'une convention d'approvisionnement pareillement autorisée.

**203.** Une convention en vigueur le 31 mars 1987 par laquelle le gouvernement s'est engagé à assurer la suppléance d'un défaut

d'approvisionnement au bénéfice de l'exploitant d'une usine de transformation du bois qui n'a pas conclu, à l'égard de cette usine, une convention d'approvisionnement en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts, est réputée avoir été conclue en vertu de l'article 92 et elle peut être renouvelée.

Le contrat d'affermage de la forêt Montmorency intervenu entre le gouvernement du Québec et l'Université Laval autorisé par les arrêtés en conseil 253 du 9 février 1965 et 1285-76 du 7 avril 1976 constitue, à l'égard du territoire qui y est décrit, une convention de gestion accordée en vertu de l'article 108.

**204.** Les révocations, annulations et résiliations prévues par les articles 191 à 193 ne donnent droit à aucune indemnité et aucun recours ne peut être exercé contre le gouvernement ni contre l'un de ses ministres du fait de l'entrée en vigueur de ces dispositions.

**205.** Le ministre doit, avant le 1<sup>er</sup> avril 1990 et à mesure que la disponibilité des données d'inventaire le permettent, adresser à chaque personne qui a droit d'obtenir un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier en vertu des articles 197 ou 198 une proposition de contrat accompagnée d'un avis l'informant de son intention de lui accorder un contrat sur la base de cette proposition.

À défaut d'accord sur des modifications à cette proposition, à l'expiration d'un délai de 60 jours de la date de la réception de l'avis, le ministre l'enregistre par dépôt conformément à l'article 37.

La proposition enregistrée par le ministre constitue un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

## CHAPITRE III

### MODE D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

**206.** Pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril 1987 et pour chacune des années qui suivent, jusqu'à ce que le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier auquel elle a droit prenne effet, une personne visée à l'article 197 peut obtenir du ministre un permis d'intervention pour pourvoir à l'approvisionnement de l'usine de transformation du bois qu'elle exploite.

Ce permis est délivré par le ministre sur une aire forestière qui faisait partie du territoire où s'exerçait la concession, la garantie ou la convention.

Le volume de bois que le permis autorise à récolter est fixé par le ministre en tenant compte des critères prévus par l'article 42. Ce volume ne peut excéder le volume moyen de bois ronds provenant des forêts du domaine public qui a été utilisé à l'usine du 1<sup>er</sup> avril 1981 au 31 mars 1986.

**207.** Une coopérative visée à l'article 202 peut obtenir du ministre pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril 1987 et, pour chacune des années qui suivent, jusqu'à ce qu'un contrat d'aménagement prenne effet à l'égard du bénéficiaire avec lequel elle est liée par entente, un permis d'intervention pour assurer l'exercice des obligations prévues à cette entente.

**208.** Une personne qui a droit à un contrat d'aménagement et d'approvisionnement forestier en vertu de l'article 198 a droit à compter du 1<sup>er</sup> avril 1987 et jusqu'à ce que le contrat prenne effet, d'obtenir pour l'approvisionnement de son usine de transformation un volume de bois ronds provenant des forêts du domaine public.

Le volume est fixé par le ministre sur la base des critères prévus par l'article 199; il est accordé à la personne qui y a droit, au choix du ministre, par la délivrance d'un permis d'intervention ou par l'inclusion dans un permis d'intervention délivré en vertu de l'article 206 d'une obligation de le fournir.

**209.** Les droits conférés par les articles 206 et 208 s'exercent conformément aux normes d'intervention forestière prescrites en vertu de l'article 166.

**210.** Le titulaire d'un permis délivré en application des articles 206 à 208 doit payer sur le volume de bois abattu et mesuré les droits exigibles en vertu de l'article 6.

**211.** Tout privilège, hypothèque ou droit réel éteint par l'effet de l'article 194 peut être renouvelé, à la diligence du créancier, à l'égard des droits d'approvisionnement conférés par les articles 206 et 208 ou des droits conférés par un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier par un avis au registraire de la division d'enregistrement appropriée ou, dans le cas de terres du domaine public non cadastrées, au ministère de l'Énergie et des Ressources, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1987.

Le privilège, l'hypothèque ou le droit réel enregistré avant cette date est réputé avoir été enregistré le 1<sup>er</sup> avril 1987.

**212.** Le présent chapitre cesse d'avoir effet le 1<sup>er</sup> avril 1990.

## PARTIE IX

## DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**213.** La présente loi remplace les articles 4, 5, 6 et 66 à 168 de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9) ainsi que la Loi sur l'utilisation des ressources forestières (L.R.Q., chapitre U-2) et la Loi sur la recherche et l'enseignement forestiers (L.R.Q., chapitre R-1).

**214.** À moins que le contexte ne s'y oppose, partout dans une loi, un règlement, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou tout autre acte juridique où l'on retrouve les expressions « forêt publique », « forêt de la Couronne », « forêt domaniale », « forêt cantonale », elles sont remplacées par l'expression « forêt du domaine public ».

**215.** La Loi concernant l'aménagement d'une forêt expérimentale par l'Université Laval (1963, chapitre 28) est abrogée.

**216.** L'article 6 de la Loi sur le fonds forestier (1980, chapitre 8) est modifié par le remplacement :

1° dans la première et la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « permis de coupe délivré en vertu de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9) » par les mots « permis d'intervention délivré en vertu de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*) »;

2° dans le troisième alinéa, des mots « bénéficiaire de permis de coupe de bois à des fins domestiques » par les mots « titulaire de permis d'intervention pour la récolte de bois de chauffage ».

**217.** L'article 1 de la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78) est modifié par le remplacement des paragraphes *m* et *n* par les suivants :

« *m* ) « détenteur d'un permis » une personne à qui un permis d'intervention est délivré en vertu de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*), pour la culture et l'exploitation d'une érablière;

« *n* ) « gestionnaire » une personne à qui est confiée la gestion d'une terre publique aux termes d'une convention avec le ministre suivant l'article 96 de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*); ».

**218.** L'article 1 de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2°, des définitions « détenteurs de permis » et « gestionnaire », par les suivantes :

« « détenteur d'un permis » une personne à qui un permis d'intervention est délivré en vertu de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*), pour la culture et l'exploitation d'une érablière ;

« « gestionnaire » une personne à qui est confiée la gestion d'une terre publique aux termes d'une convention avec le ministre suivant l'article 96 de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*) ; ».

**219.** L'article 1 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17) est modifié par le remplacement de la définition de « transfert » par la suivante :

« « transfert » le transfert d'un droit immobilier ainsi que le contrat de louage et l'octroi d'une option ou d'une promesse de vente ; le mot « transfert » ne comprend pas le transfert fait dans le seul but de garantir le paiement d'une dette, ni la rétrocession faite par le créancier, ni le transfert d'un droit visé à l'article 3 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13), ni le transfert ou la location de terres publiques consentis en vertu de la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 102*) ; ».

**220.** L'article 15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14) est remplacé par le suivant :

« **15.** Les articles 183 à 186 de la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une terre sous l'autorité du ministre et les pouvoirs qui y sont conférés sont exercés par le ministre ou par tout employé du ministère autorisé généralement ou spécialement à cette fin par ce dernier. ».

**221.** L'article 144 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié par le remplacement des mots « plans de gestion et d'exploitation de la forêt publique » par les mots « plans quinquennaux d'aménagement forestier de la forêt du domaine public ».

**222.** L'article 178 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « plan de gestion et d'exploitation de la forêt publique » par les mots « plans quinquennaux d'aménagement forestier de la forêt du domaine public ».

**223.** L'article 58 de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre R-13.1) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« En pareil cas, l'administration locale doit obtenir des contrats d'aménagement et d'approvisionnement forestier ou des permis d'intervention du ministre de l'Énergie et des Ressources qui ne peut refuser son autorisation si cette intervention forestière est conforme aux plans prévus à la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*). ».

**224.** L'article 90 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Les interventions forestières dans les terres de la catégorie II sont définies d'après les plans prévus à la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*). ».

**225.** L'article 191.40 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« En pareil cas, l'administration locale doit obtenir des contrats d'aménagement et d'approvisionnement forestier ou des permis d'intervention du ministre de l'Énergie et des Ressources qui ne peut refuser son autorisation si cette intervention forestière est conforme aux plans prévus à la Loi sur les forêts (1986, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 150*). ».

**226.** Un renvoi aux articles 4, 5, 6 et 66 à 168 de la Loi sur les terres et forêts est un renvoi aux dispositions correspondantes de la présente loi.

**227.** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

**228.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1987.

# LOI SUR LES FORÊTS

## TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I	<i>Gestion des forêts du domaine public</i>	1 à 113
CHAPITRE I	APPLICATION	1
CHAPITRE II	INTERVENTIONS EN MILIEU FORESTIER	2 à 34
Section I	Permis d'intervention	2 à 8
Section II	Catégorie de permis d'intervention	9 à 23
Section III	Normes d'intervention forestière	24 à 28
Section IV	Chemins en milieu forestier	29 à 34
CHAPITRE III	AMÉNAGEMENT FORESTIER POUR L'APPROVISIONNEMENT D'USINES DE TRANSFORMATION DU BOIS	35 à 89
Section I	Contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier	35 à 80
<i>Sous-section 1</i>	Octroi du contrat	35 à 40
<i>Sous-section 2</i>	Objet du contrat	41 à 45
<i>Sous-section 3</i>	Unité d'aménagement	46 à 51
<i>Sous-section 4</i>	Droits et obligations des bénéficiaires	52 à 69
<i>Sous-section 5</i>	Durée et révision	70 à 77
<i>Sous-section 6</i>	Résiliation du contrat	78 à 80
Section II	Permis d'intervention pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois	81 à 89
<i>Sous-section 1</i>	Bénéficiaire d'un contrat	81 à 86
<i>Sous-section 2</i>	Titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation du bois à des fins de production énergétique ou métallurgique	87 à 89
CHAPITRE IV	AMÉNAGEMENT DES RÉSERVES FORESTIÈRES	90 à 100
Section I	Aménagement par le ministre	90 à 95
Section II	Conventions de gestion	96 à 100
CHAPITRE V	AMÉNAGEMENT FORESTIER À DES FINS D'EXPÉRIMENTATION, D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE	101 à 113
Section I	Forêts d'expérimentation	101 à 103
Section II	Centres éducatifs forestiers	104 à 106

Section III	Forêts d'enseignement et de recherche	107 à 110
Section IV	Stations forestières	111 à 113
PARTIE II	<i>Mise en valeur des forêts privées</i>	114 à 120
CHAPITRE I	PLANS ET PROGRAMMES	114, 115
CHAPITRE II	PRODUCTEUR FORESTIER	116 à 119
PARTIE III	<i>Protection des forêts</i>	120 à 153
CHAPITRE I	INCENDIES	120 à 140
CHAPITRE II	MALADIES ET ÉPIDÉMIES	141 à 153
Section I	Plans d'intervention	141, 142
Section II	Contrôle phytosanitaire	143 à 153
PARTIE IV	<i>Utilisation et transformation du bois</i>	154 à 165
PARTIE V	<i>Dispositions réglementaires</i>	166, 167
PARTIE VI	<i>Sanctions</i>	168 à 186
CHAPITRE I	INFRACTIONS	168 à 182
CHAPITRE II	SAISIES	183 à 186
PARTIE VII	<i>Dispositions générales</i>	187 à 190
PARTIE VIII	<i>Remplacement des modes d'allocation du bois dans les forêts du domaine public</i>	191 à 212
CHAPITRE I	RÉVOCATION ET RÉSILIATION DES CONCESSIONS, GARANTIES, CONVENTIONS D'APPROVISIONNEMENT ET PERMIS DE COUPE ANTÉRIEURS AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 1987	191 à 194
CHAPITRE II	DROITS DES BÉNÉFICIAIRES DES TITRES RÉVOQUÉS OU RÉSILIÉS	195 à 205
CHAPITRE III	MODE D'ATTRIBUTION PROVISOIRE	206 à 212
PARTIE IX	<i>Dispositions diverses et transitoires</i>	213 à 228